

**République populaire de Chine -
Discours de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, au gala de la chambre
de commerce et d'industrie
française en Chine
(Pékin, 25 novembre 2017)**

Monsieur l'Ambassadeur,

Monsieur le Président de la Chambre de commerce et d'industrie française en Chine,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir et de pouvoir ainsi participer au gala annuel de la Chambre de commerce et d'industrie française en Chine. C'est une année particulière, puisque nous célébrons ce soir le 25^e anniversaire de cette institution. Je tiens tout d'abord à adresser toutes mes félicitations à celles et ceux qui ont organisé cette superbe soirée.

Je ne suis pas venu uniquement pour l'anniversaire, mais je tenais à ce moment parmi vous. C'est le signe de ma volonté de donner toute sa dimension à l'intégration du commerce extérieur dans notre diplomatie économique, elle qui est un instrument de dynamisation et de conquête pour notre pays, pour nos entreprises sur la scène internationale. C'est une partie intégrante de la politique extérieure et européenne dont j'ai la charge. Vous êtes en première ligne dans cette bataille et je tenais donc à être parmi vous ce soir.

Avant d'en venir plus directement à notre relation économique avec la Chine, quelques mots sur la manière dont j'entends mener mon action dans ce domaine.

La capacité de notre économie à se projeter à l'international, comme l'attractivité de notre territoire pour les investisseurs sont, pour le président de la République et le gouvernement, des objectifs politiques majeurs, l'une des clés de la maîtrise par la France de son destin. Cette exigence n'est pas neuve mais force est de constater qu'elle s'inscrit aujourd'hui dans une nouvelle donne, un contexte international perturbé, où les tensions et les incertitudes n'épargnent pas la sphère économique. C'est par là que je voudrais commencer. Nous sommes devant trois bouleversements.

1. Trois défis pour notre économie

- Régulation de la mondialisation

Premièrement, bien sûr, la mondialisation économique elle-même. Ce monde est plus interdépendant que jamais, une intégration de l'économie mondiale qui atteint un niveau inégalé, les flux croisés de biens, de services et de personnes n'ont jamais été aussi importants. Mais, dans ce contexte, nous connaissons aussi les critiques et les doutes à l'encontre de l'ouverture commerciale qu'exprime un nombre important de nos concitoyens, en France comme en Europe. Ce qu'ils nous demandent, c'est d'agir pour l'adoption et la mise en oeuvre de règles de telle sorte que la mondialisation soit organisée de façon juste et équitable, dans le domaine commercial, mais aussi dans la régulation des activités financières et la redistribution de la richesse. Cette exigence de réciprocité - en Chine j'ai compris «réciprocité» cela se dit «gagnant-gagnant» - c'est le message que la France porte dans les instances internationales, comme lors du dernier G20 à Hambourg. C'est aussi le sens de l'ambition européenne renouvelée de notre pays, ambition pour une Europe souveraine dans le domaine économique, ambition pour une Europe capable de combiner la promotion des normes et une culture du rapport de forces qui lui a trop souvent fait défaut. Une Europe capable d'ambition aussi et capable de projets collectifs majeurs, dans l'industrie, en particulier, et aussi dans les domaines de technologies et d'innovation.

- Transition numérique et soutien à l'économie numérique française

Et l'innovation justement. C'est le deuxième défi, lié au premier. C'est la transition numérique qui traverse nos sociétés et nos économies, avec des conséquences très profondes pour l'emploi, pour l'organisation de la production et la répartition mondiale de la chaîne de valeur. Nous ne pouvons pas nous contenter de subir la révolution numérique ; nous devons en être des acteurs. À cette ambition répond la volonté du gouvernement de créer un écosystème favorable à l'innovation et à l'investissement. Cela passe par l'organisation des acteurs français de l'économie numérique, avec la French Tech et la French Fab plus récemment, avec le choix résolu de l'innovation et des nouvelles technologies pour notre industrie, comme l'a annoncé le Premier ministre il y a quelques jours, lors du lancement du nouveau Conseil national pour l'industrie. C'est pourquoi le gouvernement a prévu d'accompagner les filières industrielles en créant un Fonds pour l'industrie et l'innovation. Ce fonds sera opérationnel dès le 1er janvier 2018.

- Transition écologique

Et le troisième défi, c'est d'assurer la transition écologique de nos sociétés, en développant un modèle de production responsable et efficace contre le réchauffement climatique. C'est l'une des priorités majeures de notre politique économique, et donc de notre diplomatie. Là encore la solution passe par l'innovation, l'investissement dans les nouvelles technologies, passe aussi par la prise en compte de grandes opportunités économiques qui sont à la clé. Avec la Chine, nous pouvons avoir un partenaire majeur dans ce domaine de l'économie verte, fort de notre convergence qui s'est manifesté en particulier dans la mise en oeuvre des accords de Paris. Et fort de l'enjeu que représentent ici les questions environnementales et climatiques.

2. Attractivité et réformes

Cette ambition prend sens dans le cadre des réformes que nous menons aujourd'hui sous l'impulsion du président de la République. Réformes qui ont trois orientations, trois priorités : restaurer la compétitivité de l'économie française pour mener à bien une croissance forte et durable. C'est le sens de la réforme du marché du travail qui a été adoptée. C'est aussi l'enjeu des mesures fiscales qui ont été initiées pour favoriser l'investissement privé. C'est aussi en jugulant et en organisant l'ensemble de ces mesures que nous donnerons à notre pays et à notre économie des leviers de puissance. Et par conséquent une capacité à se projeter à l'étranger, mais aussi une capacité à attirer en France des nouveaux talents et des investisseurs.

C'est cela le défi de l'attractivité et c'est la condition première d'une économie forte. Il n'y a pas d'influence sans attractivité, comme l'a rappelé le président de la République lors de la conférence des ambassadeurs au mois d'août dernier.

Face aux trois défis globaux que je viens de rappeler, et fort de cette volonté de modernisation de notre modèle économique et social, la réussite de nos entreprises et l'attractivité de la France impliquent à mon sens une diplomatie efficace, offensive et donc unifiée, simplifiée et dynamisée. C'est le sens que je donne à mon action : la diplomatie, c'est d'abord la défense de nos intérêts, donc de nos intérêts économiques.

Alors je reviens à la Chine, puisque c'est votre 25^e anniversaire ici pour la Chambre de commerce. Personne ici n'ignore l'histoire de la présence économique française en Chine. Sans qu'il soit possible de tous les nommer, je ne peux m'empêcher de penser à quelques pionniers comme Air France qui ouvrit une liaison Paris-Shanghai dès 1966, ou encore Technip qui conduisit un consortium d'entreprises la province de Liaoning avant d'ouvrir un bureau de représentation à Pékin en 1975. Puis suivirent dans les années 80 Saint-Gobain que vous représentez Monsieur le Président, ALSTOM, la Société générale, Sanofi, Peugeot, ACCOR, SCHNEIDER et bien d'autres. Et la fondation de la Chambre de commerce est venue plus tard doter nos entreprises d'un nouvel instrument afin de gagner en visibilité et en rayonnement. Et aujourd'hui par ses actions et les services qu'elle propose, elle permet à un nombre toujours plus grand de sociétés françaises de faire leur premier pas en Chine et de devenir ainsi les ambassadeurs des savoir-faire et de l'excellence française.

La Chine que nous connaissons aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle de 1992 : le taux d'urbanisation avoisine désormais les 60%, le pouvoir d'achat de sa population a considérablement augmenté, elle a réalisé des progrès fulgurants en matière de recherche, de développement et d'innovation. À ces succès se mêlent autant de nouveaux défis, tels que celui de l'environnement ou du vieillissement de sa population. L'ensemble de ces thèmes figurent parmi les principales priorités identifiées par le gouvernement chinois à l'issue du 19^e Congrès qui s'est achevé il y a peu de temps.

Dans tous ces domaines, les entreprises françaises, vos entreprises, possèdent des réponses aux besoins de nos partenaires chinois. Je pense bien sûr à l'énergie, au nucléaire, mais aussi la panoplie des énergies renouvelables. Je pense à l'aérien, je pense à l'automobile, je pense à l'agroalimentaire. Mais il y a aussi la santé, l'économie du vieillissement, l'économie verte, j'en parlais à l'instant, sans oublier bien sûr tous les fleurons de notre industrie. Aujourd'hui, nous devons donc réinventer notre partenariat avec la Chine, à l'aune de ces nouveaux défis auxquels elle doit faire face.

Cela nous le ferons bien sûr avec la Chambre, avec Business France, forts de l'énergie qui vous anime depuis plus d'un quart de siècle, qu'il s'agisse de l'animation du réseau d'affaires français à Shanghai et ailleurs en Chine.

Et je sais par ailleurs que nombre d'entre vous êtes aussi membres de la Chambre de commerce européenne. Je tiens à saluer cette implication. Car vous le savez mieux que moi, la voix de l'Europe est une voix qui porte jusqu'en Chine. Une voix qui adresse un message d'ouverture, une voix qui adresse un message de réciprocité, et qui mérite à ce titre de résonner davantage encore, comme le porte avec conviction le président de la République auprès de tous nos partenaires, en Europe et ailleurs.

Le président de la République effectuera d'ailleurs sa première visite en Chine au tout début de l'année 2018. Ce déplacement, qui s'inscrit dans la poursuite et l'approfondissement des liens d'amitié qui unissent la France à la Chine, sera l'occasion de saluer plusieurs des partenariats industriels qui ont façonné cette relation, mais également de défendre nos intérêts économiques nationaux, notamment en abordant la question essentielle du rééquilibrage de nos échanges commerciaux.

La Chine, vous le savez, est à l'origine du premier déficit commercial de la France (30 milliards d'euros en 2016 - pour un déficit total de 50 milliards d'euros). Afin de parvenir à un rééquilibrage par le haut de nos échanges, la réciprocité doit être au cœur de l'action publique. La défense des intérêts des entreprises françaises dans le monde, celle de nos intérêts stratégiques, est et restera une priorité du président Macron et du gouvernement.

Mesdames et Messieurs,

Avant de conclure, je tiens à vous dire à nouveau mon engagement s'agissant de la diplomatie économique. Dans ce domaine comme ailleurs je veux combiner une approche réaliste et pragmatique doublé d'un sens de l'initiative et même, j'ose le mot, de créativité lorsque cela est nécessaire. De ce point de vue, je n'hésite pas à le dire, la diplomatie économique se joue dans la bonne articulation de l'action publique et e vos propres efforts. Je vous remercie./.